



EFA - CGC

Syndicat des cadres
de l'Environnement, la Forêt et l'Agriculture - CGC

STATUTS

Article 1^{er} - CONSTITUTION

Il est constitué entre tous les cadres, administratifs ou techniques, qui œuvrent dans les domaines de la forêt, du bois, des milieux naturels, de l'espace rural, de l'environnement et de l'agriculture et qui adhèrent aux présents statuts, un syndicat ayant pour dénomination :

**SYNDICAT DES CADRES
DE L'ENVIRONNEMENT, LA FORET ET L'AGRICULTURE - CGC
(EFA-CGC)**

Il est régi par le livre IV du Code du travail et par les présents statuts.

Il est affilié à la Confédération française de l'encadrement - CGC (CFE-CGC) par l'intermédiaire de l'Union fédérale des cadres des fonctions publiques - CGC (FONCTIONS PUBLIQUES - CGC) dont le siège est situé au 63, rue du Rocher à PARIS (8^{ème}).

Article 2 - LOCALISATION

Son siège social est fixé à FONCTIONS PUBLIQUES-CGC : 15/17, rue Beccaria - 75012 PARIS.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du conseil syndical.

Article 3 - BUTS

Le syndicat a pour but l'étude et la défense des intérêts professionnels, matériels et sociaux de ses adhérents ; ainsi que de leurs conditions d'emploi.

Il est un centre de réflexion et de proposition sur les domaines de la forêt, du bois, des milieux naturels, de l'espace rural, de l'environnement et de l'agriculture.

TITRE I ADHERENTS

Article 4 - CONDITION D'ADHESION

Peuvent adhérer à EFA-CGC tous les cadres, administratifs ou techniques, qui œuvrent dans les domaines de la forêt, du bois, des milieux naturels, de l'espace rural, de l'environnement et de l'agriculture.

Les cadres sont définis comme étant "des personnes responsables de leurs activités et/ou des personnels placés sous leur autorité".

Lorsqu'il est nécessaire d'assurer une défense globale d'une filière de personnels, les personnels qui ne sont pas classés "cadres" peuvent également adhérer.

Article 5 - ACTE D'ADHESION

La qualité d'adhérent s'acquiert, sauf avis contraire du secrétaire de section régionale dont il dépend ou du secrétaire général, par le paiement de la cotisation annuelle prévue à l'article 17 des présents statuts.

Si cette acceptation n'est pas accordée, la personne peut faire appel devant le conseil syndical qui prend alors une décision motivée.

Article 6 - PERTE DE LA QUALITE D'ADHERENT

La qualité d'adhérent se perd :

- par non-paiement de la cotisation annuelle ;
- par démission adressée au secrétaire général ;
- par radiation prononcée par le conseil syndical pour motif grave à l'encontre de l'éthique et de la solidarité syndicale. Le membre radié ne peut pas faire appel de la décision de radiation. Cette radiation vaut pour deux exercices annuels. Après cette période, la personne radiée peut - sous réserve de l'acceptation du secrétaire de section régionale dont il dépend - adhérer de nouveau.

TITRE II

L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 7 - COMPOSITION

L'assemblée générale est composée :

- des membres avec voix délibérative : les représentants des sections régionales ;
- des membres avec voix consultatives : les membres du conseil syndical et pilotes de réseau.

Article 8 - REUNION EN CONGRES

L'assemblée générale se réunit en congrès sur convocation du secrétaire général du conseil syndical :

- annuellement en assemblée générale ordinaire, après avis du conseil syndical, pour approuver le rapport d'activité et délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour ;
- en assemblée générale extraordinaire, à la demande du secrétaire général, à celle de la majorité du conseil syndical ou à celle de la majorité des adhérents à jour de leur cotisation.

La date du congrès doit être arrêtée au moins quatre mois avant sa tenue.

L'ordre du jour est établi par le conseil syndical. Il doit comporter - outre le rapport d'activité - les questions dont l'examen aura été demandé par le secrétaire général ou par les membres du conseil syndical, ou par un tiers des adhérents.

Le rapport d'activité pour l'assemblée générale ordinaire ainsi que les autres points de l'ordre du jour constituent le document préparatoire au congrès. Il est adressé individuellement à chaque adhérent au moins deux mois avant la date de la réunion.

Article 9 - BUTS DU CONGRES

Le congrès définit les grandes lignes de l'action future du conseil syndical, en particulier celle de l'année à venir.

Il se prononce sur l'action entreprise par le conseil syndical depuis le dernier congrès et adopte le compte financier définitif de l'année précédente (après avis de la commission de contrôle) et le compte financier prévisionnel de l'année suivante.

Si le congrès n'approuve par le rapport d'activité et le rapport financier (remis et commenté en séance) présentés par le conseil syndical, il entraîne la démission de celui-ci. Le conseil syndical devra alors gérer les affaires courantes et devra procéder à l'élection d'un nouveau conseil syndical conformément à l'article 12 des présents statuts.

Article 10 - PREPARATION

Avant le congrès, le secrétaire de section régionale organise une réunion de section au cours de laquelle :

- le rapport d'activité de l'année précédente est soumis à approbation ;
- les questions posées dans le document préparatoire sont étudiées ;
- les questions qui émanent de la seule section sont débattues ;
- le ou les représentants au congrès sont élus.

Le nombre de représentants est fixé par le conseil syndical en fonction de l'état de la trésorerie et des effectifs de la section.

Les années paires, le secrétaire de section régionale est représentant au congrès. En cas d'empêchement, il peut désigner un représentant parmi les membres de la section.

Les années impaires, la section élit son représentant.

Un membre du conseil syndical, bien qu'affilié et votant dans sa section de rattachement, ne peut pas être représentant.

Si la réunion régionale n'a pu se tenir avant l'assemblée générale pour cas de force majeure, le conseil syndical fera le recensement des intentions de vote sur chaque point auprès des adhérents de la section.

Article 11 - DEROULEMENT

Au vu des réunions de section préparatoires, l'ordre du jour peut être complété pour inscrire des questions diverses demandées par au moins une section. Celles-ci doivent être transmises au secrétaire général au moins cinq jours avant la tenue du congrès.

Au début du congrès, le conseil syndical informe chaque représentant de section du nombre de voix dont il dispose. Celui-ci correspond au nombre d'adhérents à jour de leur cotisation à cette date.

Pour chaque question figurant dans le document préparatoire, les représentants rendent compte des votes exprimés en séance régionale. Ces votes seront pondérés par le nombre total des voix de la section tel qu'il est défini à l'alinéa ci-dessus.

Pour toutes les questions diverses, les représentants s'expriment au nom de leur section et au prorata des voix affectées à la section.

La majorité requise pour un vote positif de l'assemblée est, au premier tour, la majorité absolue des adhérents présents ou représentés, la majorité relative au deuxième tour.

TITRE III

LE CONSEIL SYNDICAL

Article 12 - COMPOSITION

EFA-CGC est administré par un conseil syndical de huit membres élus conformément à l'article 13 des présents statuts.

Au cas où le nombre de membres du conseil syndical descendrait en dessous de six, le conseil syndical peut proposer, lors du congrès immédiatement suivant, l'intégration d'un ou plusieurs membres.

Article 13 - ELECTION DU CONSEIL SYNDICAL

L'élection du conseil syndical résulte d'un vote par correspondance parmi tous les adhérents à jour de leur cotisation et constituant un collège électoral unique. Cette consultation se déroule avec une périodicité de quatre années.

Les candidatures sont déposées par écrit auprès du secrétaire général et suivant les modalités arrêtées en temps utile par le conseil syndical.

Le dépouillement des élections se déroulera au siège administratif du syndicat sous la présidence d'un adhérent non membre du conseil syndical qui sera assisté d'un autre adhérent (assesseur). Ils veilleront au bon déroulement des opérations et valideront les résultats.

A l'issue du dépouillement, les candidats sont classés par le nombre de voix obtenues. Sont élus au conseil syndical les huit premiers candidats dans l'ordre du nombre de voix. Leur mandat débute à l'issue des élections.

Article 14 - FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SYNDICAL

Lors de sa première réunion suivant les élections, le conseil syndical élit a minima le secrétaire général, un secrétaire général adjoint et le trésorier.

Le conseil syndical se réunit au moins quatre fois par an sur convocation du secrétaire général. Il peut se réunir également à la demande de la moitié de ses membres.

Les pilotes de réseau peuvent être associés aux travaux du conseil syndical s'ils sont concernés par un des points à l'ordre du jour. A ce titre, ils seront convoqués en même temps que les membres du conseil syndical.

Sur proposition du conseil syndical, tout membre qui n'aurait pas assisté sans motif valable à trois réunions consécutives pourra être déchu de ses fonctions par l'assemblée générale.

Le conseil syndical prend ses décisions à la majorité de ses membres présents ou représentés, un membre du conseil syndical pouvant donner pouvoir à un autre membre du conseil. En cas de partage des voix, le secrétaire général a voix prépondérante.

Le conseil syndical établit un programme d'action sur la base des directives adoptées en congrès, étudie les questions et problèmes soumis au syndicat et détermine les positions syndicales.

Le conseil syndical a plein pouvoir pour agir dans la limite des statuts et dans les cas imprévus au mieux des intérêts généraux.

Le conseil syndical peut notamment décider :

- l'organisation d'un référendum entre tous les adhérents ;

- la mise en place de groupes de travail sur des sujets nécessitant une étude plus poussée soit pour déterminer une position, soit pour produire un document, qui devra avoir l'aval du conseil syndical pour être publié.

Le conseil syndical valide la création de sections thématiques.

Le conseil syndical est responsable de la communication.

Le conseil syndical prépare et organise le congrès national.

Le secrétaire général a qualité pour ester en justice, tant en demande qu'en défense. Il peut former dans les mêmes conditions tous appels, pourvois ou recours, et consentir toutes transactions.

TITRE IV

LES SECTIONS SYNDICALES

Article 15 - SECTIONS REGIONALES

Le syndicat est composé de sections régionales.

Chaque section est constituée par les adhérents du syndicat en résidence sur le territoire de la section. Les limites territoriales des sections sont fixées par le congrès. Tout adhérent est affilié de fait à la section régionale sur le territoire de laquelle se situe le centre administratif de ses activités de service ou sa résidence personnelle s'il est hors activité.

Chaque section peut se doter d'un règlement intérieur qui fixe les modalités de son fonctionnement. Dans cette éventualité, elle est administrée par un bureau régional.

Chaque section organise l'élection du secrétaire de section. Son mandat est de deux ans. Il ne peut être réélu qu'une seule fois consécutivement. Les modalités de cette élection peuvent être définies dans le règlement intérieur. A défaut de règlement, est déclaré élu le membre candidat ayant reçu le maximum de suffrages.

Le secrétaire de section est chargé de l'administration et de la direction des activités syndicales de la section. Il a vocation à représenter sa section auprès des interlocuteurs régionaux.

Les réunions de section sont provoquées par le secrétaire de section, à son initiative ou à la demande d'au moins un tiers des adhérents de la section.

Sont examinées à cette occasion :

- les questions posées par le conseil syndical ;
- les questions inscrites à l'ordre du jour à l'initiative du secrétaire régional ou de tout adhérent de la section.

Le secrétaire de section est tenu d'organiser au moins une réunion par an : celle préparatoire au congrès de l'année en cours.

Article 16 - SECTIONS THEMATIQUES

Le syndicat est également composé de sections thématiques (ci-après dénommées RESEAU) qui sont validées selon les modalités de l'article 14 des présents statuts.

Ces réseaux ne se substituent en aucune manière aux sections régionales.

La création de ces réseaux a pour but de mettre en commun, d'analyser et de faire des propositions sur un domaine précis lié à un organisme ou un cadre d'emploi.

Sur proposition de certains adhérents ou des membres du réseau (quand il est constitué), le conseil syndical désigne un responsable (dénommé PILOTE DE RESEAU). Sa mission est d'animer le réseau et d'assurer le lien avec le conseil syndical.

Le réseau pourra rédiger des documents. Ceux-ci ne pourront valoir position d'EFA-CGC qu'après avoir été validés par le conseil syndical.

TITRE V

COMPTABILITE

Article 17 - LES RESSOURCES

Les ressources d'EFA-CGC se composent notamment des cotisations des adhérents ainsi que des dons, legs et subventions.

Chaque adhérent est redevable d'une cotisation annuelle unique (non calculée a prorata temporis) dont le montant est fixé par l'assemblée générale sur proposition du conseil syndical en fin d'année pour l'exercice suivant.

La cotisation peut être réglée par chèque ou par prélèvement automatique trimestriel. Dans ce dernier cas, l'accord de renouvellement du prélèvement est tacite en absence de suspension par l'adhérent.

En cas de radiation ou de démission, la cotisation perçue n'est pas remboursée.

Les fonds sont déposés sur des comptes courant ou rémunéré, postal ou bancaire, ouverts au nom de "EFA-CGC".

Le patrimoine d'EFA-CGC répond seul des engagements de celui-ci.

Article 18 - SUIVI DE LA COMPTABILITE

Le trésorier reçoit les fonds provenant des cotisations ou recueillis par ailleurs par le syndicat.

Le trésorier paye toutes les dépenses du syndicat après que les pièces de dépense de la comptabilité aient été visées par le secrétaire général.

La note sur le remboursement des frais de déplacement est approuvée par l'assemblée générale.

Le trésorier tient une comptabilité régulière des diverses opérations qu'il doit pouvoir présenter à toutes les réunions du conseil syndical.

Article 19 - LE CONTRÔLE DES COMPTES

Une commission de contrôle est nommée par le congrès. Elle se compose d'au moins deux adhérents pris en dehors du conseil syndical. Elle est chargée de vérifier la comptabilité de l'année en cours lors de l'année suivant le congrès et de fournir un rapport au congrès suivant.

Les recommandations instruites par ce rapport et validées par le congrès vaudront ordre d'exécution pour le conseil syndical et le trésorier qui devront s'y conformer.

TITRE VI

MODIFICATION DES STATUTS - DISSOLUTION

Article 20 - MODIFICATION DES STATUTS

La modification des statuts peut être étudiée par le congrès réuni en séance normale ou extraordinaire et convoqué dans les conditions fixées à l'article 8 des présents statuts.

Au cas où ces modifications seraient proposées par au moins une section régionale, le conseil syndical devra en être saisi au moins trois mois avant la date fixée pour le congrès ordinaire.

Le texte de la modification proposée doit être joint au document préparatoire. La modification doit être adoptée à la majorité des deux tiers des adhérents présents ou représentés.

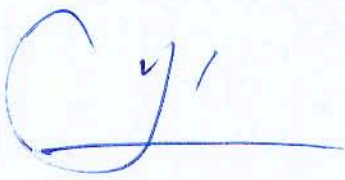


Article 21 - DISSOLUTION

La dissolution d'EFA-CGC est décidée selon les formes et conditions exigées pour la modification des statuts.

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation d'EFA-CGC.

L'affectation de l'actif est décidée par le congrès. En aucun cas celui-ci ne pourra faire l'objet d'une répartition entre les adhérents.

Fait à Paris, le 9 décembre 2010

Le Secrétaire général	Le Secrétaire général adjoint	La Trésorière
		
Pierre BROS	Gilles VAN PETEGHEM	Hélène BROUCAS